

Dossier d'entreprise de pêche professionnelle en eau douce

Pour le département :

- Situation n°1 : Première demande de location ou de licence
- Situation n°2 : Renouvellement de location(s) / licence(s)
- Situation n°3 : Demande de location de droits de pêche supplémentaires
- Situation n°4 : Nouvelle demande ou renouvellement de licence(s) par un marin pêcheur¹

Identification du demandeur

Nom et prénom du chef d'entreprise : Sexe : <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	Date et lieu de naissance :
Adresse complète de l'entreprise ou, à défaut, adresse personnelle si différente :	Nationalité :
Mail obligatoire ² :	Tél. :
SIRET (ou attestation sur l'honneur de création d'entreprise) :	Numéro d'inscrit MSA ³ (ou attestation sur l'honneur d'une affiliation si obtention d'un droit de pêche) ou ENIM :

Renouvellement/demande de location supplémentaire (situations 2, 3 et 4)

➤ Indiquer votre situation professionnelle :

- Chef d'exploitation à temps plein (> de 1 200 H)
- Pluriactif non salarié, en complément d'une autre activité indépendante, comme chef d'exploitation (> de 1 200 H)
- Pluriactif non salarié, en complément d'une autre activité indépendante, comme cotisant solidaire (entre 600 et 1 200 H)
- Pluriactif, en complément d'une activité salariée, comme cotisant solidaire (entre 600 et 1 200 H)
- Pluriactif, en complément d'une pension de retraite, comme cotisant solidaire (entre 600 et 1 200 H)
- Marin pêcheur

¹ Seules les pièces justificatives annuelles demandées par les DDTM sont à fournir (exemple : copie de l'acte de francisation, le certificat de bridage, la déclaration de vivier, etc)

² Nécessaire pour les déclarations obligatoires de captures sur l'application CESMIA

³ Pour l'Alsace et la Moselle, fournir un justificatif d'affiliation à la Caisse accident agricole

- Pour le cas des pluriactifs, préciser l'activité complémentaire :

.....

.....

.....

Bilan du précédent bail (situations 2 et 3)
--

- Rentabilité de la pêche :

Année	Revenus (en €) Liés à la pêche	Commentaires (préciser si crise PCB, crise sanitaire, conditions hydrologiques difficiles, conflits d'usage, réglementation de la pêche, etc)

- Avez-vous bénéficié d'aides publiques pour les investissements professionnels au cours de votre bail ? Si oui lesquelles ?

.....

.....

- Respect du précédent bail :

Pour mémoire, concernant le respect du précédent bail, il sera notamment tenu compte des points suivants :

- bonne déclaration des captures mensuelles dans les délais (art. 27 et 32 du cahier des charges des baux de pêche) ;
- participation à des actions de formation dans le domaine de la pêche en eau douce (joindre le cas échéant les attestations) ;
- valorisation de toutes les espèces abondantes (recherche de débouchés) ;
- participation à des pêches scientifiques, de sauvetage, de régulation, etc. organisées sur mes lots ou ailleurs ;
- existence éventuelle d'infraction et/ou de condamnation au titre de la police de la pêche.

Création d'entreprise première demande de location (situation 1 uniquement)

- Situation professionnelle actuelle :

.....

- Choix du candidat à l'installation comme pêcheur professionnel :

- Chef d'exploitation à temps plein (> de 1 200 H)
 Pluriactif non salarié, en complément d'une autre activité indépendante, comme chef d'exploitation (> de 1 200 H)
 Pluriactif non salarié, en complément d'une autre activité indépendante, comme cotisant solidaire (entre 600 et 1 200 H)
 Pluriactif, en complément d'une activité salariée ou d'une pension de retraite, comme cotisant solidaire (entre 600 et 1 200 H)

- Préciser la ou les autre(s) activité(s) exercée(s), en indiquant l'activité principale :

.....

.....

- Indiquer vos diplômes de formation générale et professionnelle (CAP, BEP, BAC Pro, etc), les spécialités (aquacole, agricole, etc) et années d'obtention. Préciser également les expériences, les stages et compétences professionnelles liées ou non au domaine de la pêche :

.....

.....

.....

.....

- Informations complémentaires que vous jugez importantes de préciser :

.....

.....

Demandes pour le prochain bail (situations 1, 2, 3 et 4)

- Renouvellements de locations ou de licences (sauf situation 1) :

Lots exploités pour la période 2017-2022 (dans le département de dépôt du dossier)				A renouveler pour le prochain bail ? (oui/non)
Cours d'eau	N° lot	Nom du cofermier	Nom du compagnon	

- Demandes de locations ou de licences :

Lots demandés pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2027 (dans le département de dépôt du dossier)			
Cours d'eau	N° lot	Nom du cofermier	Nom du compagnon

- Espèces exploitées :

Cours d'eau N° du lot	Espèces ciblées et stades (adulte/juvénile) (y compris les écrevisses)	Destination du poisson / Commercialisation (Vente au détail, grossiste, restaurateur, transformateur, etc.)

- Indiquez les demandes sur le domaine public dans un ou d'autres département(s) (préciser le département(s), le cours d'eau, le lot(s)) :

– Renouvellements de lots :

.....

– Nouveaux lots :

.....

- Exercez-vous votre activité de pêche sur des eaux du domaine privé ? Si oui, lesquelles ?

.....

.....

Matériels de travail (situations 1, 2, 3 et 4)

Nature du matériel	Liste du matériel	Nature de l'utilisation (<i>en location, en prêt en propriété</i>)	Prévu au cours du bail (Oui/Non)
Engins de pêche			
Bateau(x) / moteur(s)			

Nature du matériel	Liste du matériel	Nature de l'utilisation (<i>en location, en prêt en propriété</i>)	Prévu au cours du bail (Oui/Non)
Véhicule(s)			
Local matériels			
Viviers de stockage			
Laboratoire de transformation			
Matériels de conservation (ex. chambre froide, etc)			
Matériels de vente			
Budget annuel d'exploitation prévisionnel (à fournir sur au moins 3 années) (situation 1 uniquement)			

Charges	Montants		
	Année 1	Année 2	Année 3
Cotisations sociales			
Salaires			
Assurances			
Cotisations diverses (timbres, etc)			
Participation à la gestion piscicole			
Location immobilier			
Location droit de pêche			
Achat engins de pêche			
Entretien des véhicules / bateaux / matériels de pêche / locaux			
Carburants			
Frais divers de gestion (EDF, eau, tel, etc)			
Amortissement d'investissements			

Charges	Montants		
	Année 1	Année 2	Année 3
(laboratoire de transformation et/ou stockage matériel, etc)			
Amortissement - achat véhicules			
Amortissement - achat bateaux / moteurs			
Remboursement capital et intérêts des emprunts			
Provision pour risques exceptionnels ou investissements			
Autres charges (préciser)			
TOTAUX charges			

Recettes	Prix Moy. /kg	Montants		
		Année 1	Année 2	Année 3
Vente de poissons (Lister ci-dessous les recettes par espèces) :				
Prestations diverses (préciser)				
Pêches scientifiques				
Aides publiques envisagées				
Autres (préciser)				
TOTAUX recettes				

Synthèse	Montants		
	Année 1	Année 2	Année 3
Recettes			
Dépenses			
Résultat			

Je déclare sur l'honneur sincères et véritables les renseignements portés dans ce dossier et je m'engage à respecter les clauses du cahier des charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'État pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2027 ainsi que les différentes réglementations concernées, dont je reconnais avoir pris connaissance.

DATE ET SIGNATURE

Vos données à caractère personnel font l'objet d'un traitement informatisé mis en œuvre par la direction de l'immobilier de l'Etat de la direction générale des finances publiques (DGFIP), située au 120 rue de Bercy 75 772 PARIS, en sa qualité de responsable de traitement, dans le cadre de l'exécution des missions d'intérêt public qu'elle assure.

Elles sont traitées afin de gérer des dossiers d'occupation du domaine de l'Etat et redevances associées de toute nature.

A ce titre, les catégories de données personnelles traitées sont les suivantes :

- les données liées à votre identité et vos coordonnées ;*
- les données à caractère économique et financier.*

Ces données sont obtenues directement auprès de vous ou le cas échéant auprès du gestionnaire du domaine.

Elles sont transmises aux agents habilités de la DGFIP dans le cadre de leurs missions.

Vos données à caractère personnel sont conservées 5 ans à compter de la date de fin du titre d'occupation et 10 ans en archives.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD) n°2016/679 et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative aux fichiers, à l'informatique et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, des données vous concernant ainsi que du droit à la limitation du traitement.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant la boîte mail : die.support-figaro@dgfip.finances.gouv.fr.

Vous avez également la possibilité de contacter le délégué à la protection des données du ministère de l'économie, des finances et de la relance par voie électronique (ledelegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr) ou par voie postale (139 rue de Bercy- Télédéc 322 - 75572 PARIS CEDEX 12).

Vous êtes informé(e) que des exceptions à l'exercice des droits précités sont susceptibles de s'appliquer, le cas échéant, vous en serez dûment averti(e).

Si vous estimez que le traitement de vos données à caractère personnel n'est pas conforme aux dispositions légales et réglementaires, vous disposez, du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).